

Conjoncture Outre-mer 2^e trimestre 2011

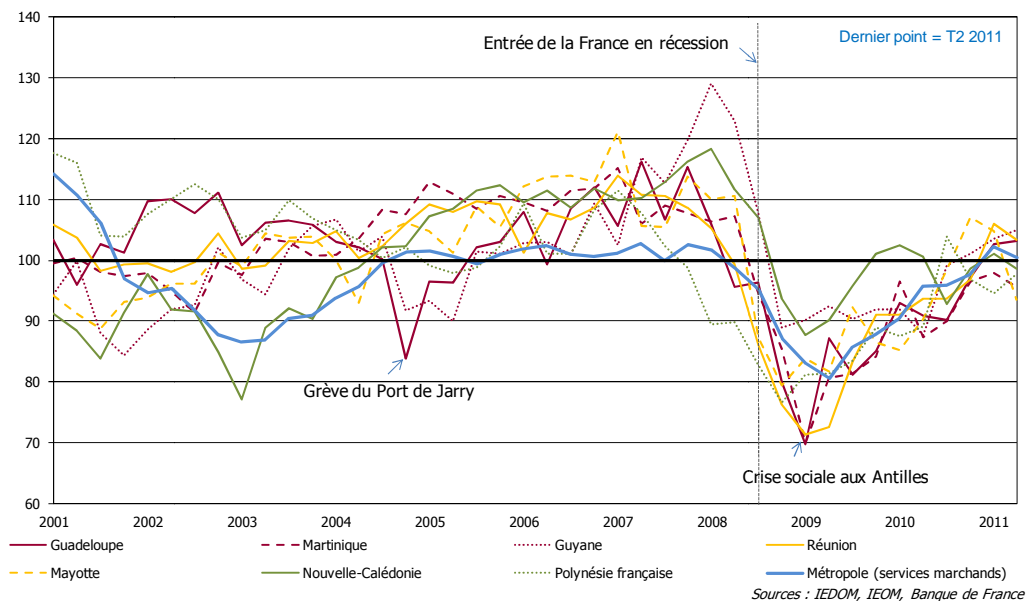
LA REPRISE S'ESSOUFFLE DANS L'OUTRE-MER FRANÇAIS

L'amélioration de la conjoncture à l'œuvre depuis deux trimestres dans l'Outre-mer français semble marquer le pas, à l'instar des évolutions observées dans les économies avancées (cf. *infra*). Seule la Guyane fait état d'une poursuite de la progression, alors que la Guadeloupe et La Réunion enregistrent une décélération. Les économies de la Martinique et de la Nouvelle Calédonie sont en léger repli, tandis que celle de Mayotte se dégrade. Le pessimisme est toujours à l'œuvre en Polynésie mais de façon un peu moins marquée.

Cette incertitude de la conjoncture ne permet pas d'amélioration du marché du travail.

Les perspectives de reprise sont globalement réservées, l'attentisme est de mise.

Indicateur du climat des affaires
(100 = Moyenne de longue période)



Ralentissement de la croissance des économies avancées

La reprise de l'économie mondiale ralentit dans les économies avancées au deuxième trimestre 2011 sous l'effet de plusieurs facteurs : le séisme au Japon qui a suscité des tensions sur la chaîne d'approvisionnement mondiale, la poursuite de la forte hausse des cours des matières premières et la mise en œuvre de politiques de redressement budgétaire. On observe toujours, en revanche, une forte croissance dans la plupart des économies émergentes mais celle-ci est associée à une accélération de la hausse des prix.

Aux États-Unis, l'activité progresse toujours à un rythme ralenti (0,2%, soit 1,0% en rythme annualisé).

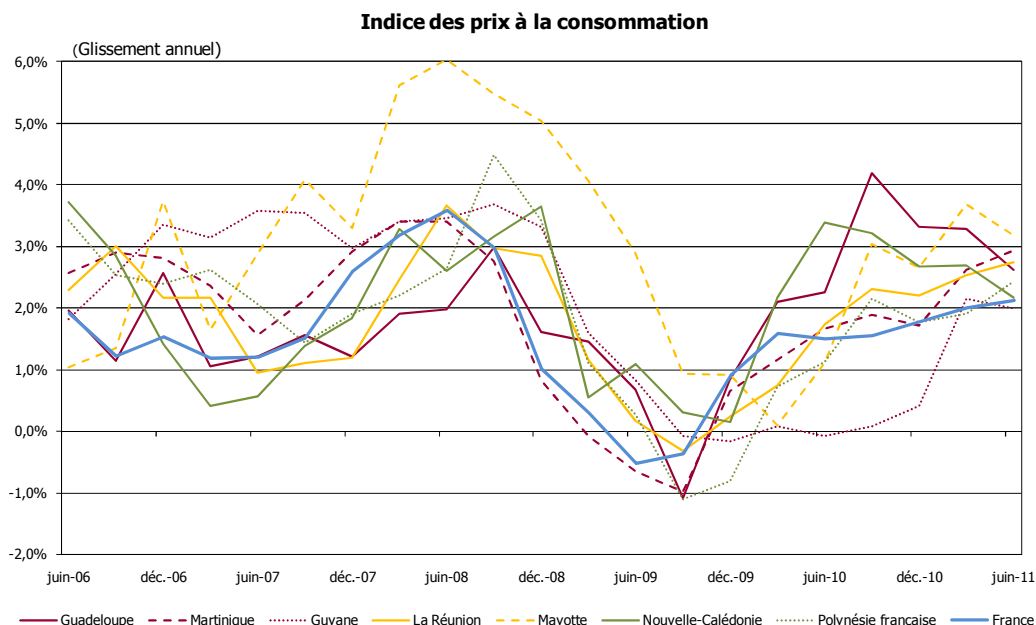
En Europe, la croissance économique marque le pas par rapport au trimestre précédent : le PIB de la zone euro n'augmente que de 0,2% par rapport au trimestre précédent (contre 0,8% au premier trimestre), tout comme celui de l'UE27. Le taux d'inflation annuel de la zone euro ressort à 2,7% fin juin 2011 et celui de l'UE27 à 3,1%, contre respectivement 1,5% et 1,9% un an auparavant. Après un premier relèvement en avril, les taux directeurs de la BCE ont été relevés de 25 points de base le 7 juillet, compte tenu des incertitudes et des risques pesant sur la stabilité des prix.

En France, le PIB est stable, après la forte croissance du premier trimestre. Les stocks, qui avaient fortement contribué à ce bon résultat, sont restés inchangés. La hausse du solde commercial liée à la stabilité des exportations et à la baisse des importations n'a pas compensé le repli de la consommation des ménages ainsi que la décélération des dépenses d'investissement.

STABILISATION DE LA HAUSSE DES PRIX

La hausse des prix se stabilise en moyenne tant dans les départements d'outre-mer que dans les collectivités du Pacifique. Le glissement annuel à fin juin est inchangé : 2,6 % pour l'ensemble des DCOM, dont 2,7 % pour les DOM et 2,3 % dans les COM.

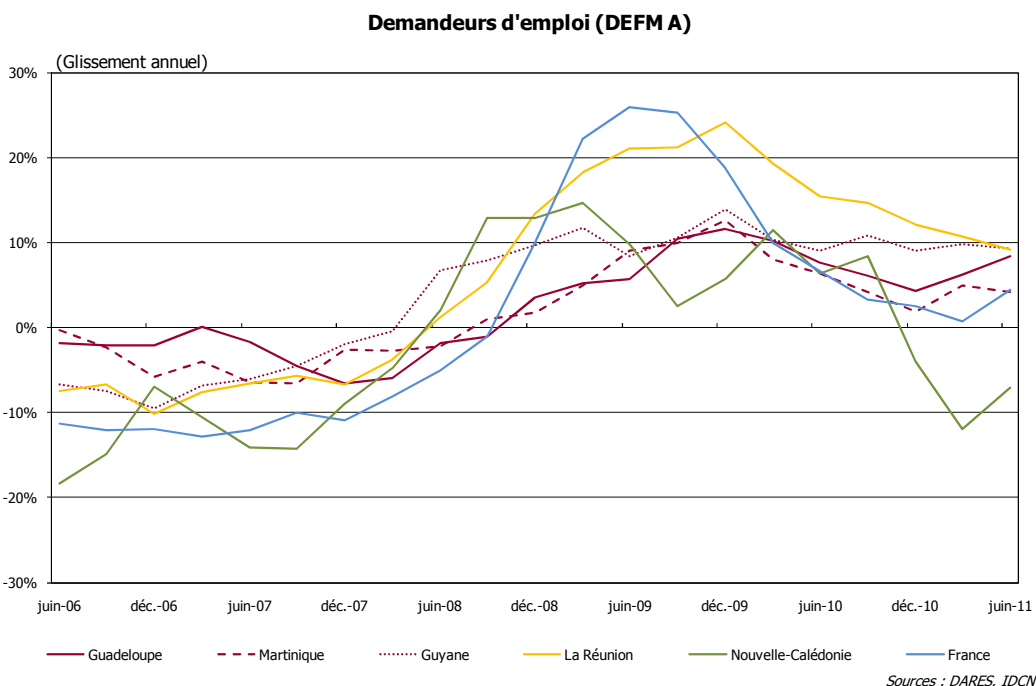
Cette évolution d'ensemble, toujours portée par les prix des services et, dans une moindre mesure, de l'énergie recouvre cependant des évolutions différenciées : ralentissement à la Guadeloupe, à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie, accélération à la Martinique, à La Réunion et en Polynésie française. Cette dernière enregistre pour la première fois depuis plus de deux ans une hausse proche de la moyenne des DCOM.



SITUATION TOUJOURS DIFFICILE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La dégradation du marché du travail se poursuit, mais à un rythme généralement ralenti, dans l'ensemble des géographies d'outre-mer à l'exception toujours de la Nouvelle-Calédonie.

Dans les DOM, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit (+0,8 % sur le trimestre à La Réunion, +0,3 % à la Martinique et +0,2 % en Guyane). Elle est particulièrement marquée à la Guadeloupe (+1,2 %, après +3,0 % au trimestre précédent) qui est le seul DOM à connaître une accélération de la dégradation et où le nombre de demandeurs d'emploi a atteint un niveau historiquement élevé. Elle est en général associée à une baisse des offres d'emploi, excepté en Guyane du fait de la poursuite de l'amélioration de la conjoncture.



Dans les COM du Pacifique, la situation est toujours contrastée. En Polynésie, l'emploi salarié poursuit sa baisse et ce mouvement affecte tous les secteurs. En Nouvelle-Calédonie, le marché du travail demeure bien orienté même si, après deux trimestres consécutifs de baisse, le nombre de demandeurs d'emploi augmente légèrement sur le trimestre.

LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : pause dans la reprise de l'activité économique

L'amélioration de la conjoncture à l'œuvre ces six derniers mois semble marquer le pas à la fin du deuxième trimestre 2011. L'indicateur du climat des affaires (ICA) reste stable après deux trimestres consécutifs de hausse, en raison d'anticipations moins favorables des chefs d'entreprise sur l'évolution de l'activité et en matière d'effectifs.

La consommation des ménages, qui avait été très dynamique au trimestre dernier, perd de sa vigueur. Les prévisions d'investissement des entreprises reculent, la dégradation des indicateurs de vulnérabilité économique montre par ailleurs la fragilisation de leur situation financière.

Ces évolutions résultent de trajectoires différenciées selon les secteurs. Certains clôturent le deuxième trimestre sur de bons résultats (tourisme hors activité de croisière et commerce) tandis que, pour d'autres, les résultats d'activité sont médiocres (industries agroalimentaires), voire en recul significatif, comme c'est le cas dans le secteur du BTP.

Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise anticipent une évolution favorable de leur activité, sauf dans les secteurs de l'industrie et du tourisme. Les prévisions de recrutement et d'investissement en baisse confirment cependant la prudence des acteurs économiques.

Martinique : un climat des affaires incertain

Après un premier trimestre perturbé par plusieurs conflits sociaux, l'activité économique reste incertaine au deuxième trimestre. L'indicateur du climat des affaires (ICA) montre de nouveaux signes d'essoufflement : il s'inscrit en baisse et reste inférieur à sa moyenne de longue période. Cette évolution s'explique principalement par des prévisions pessimistes des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir. En effet, si plusieurs secteurs font état d'une stabilisation voire d'une amélioration de leur courant d'affaires, l'incertitude et le manque de visibilité ne permettent pas d'établir un climat favorable au bon déroulement de l'activité économique, déjà pénalisée par un manque de dynamisme depuis le troisième trimestre 2008.

La consommation des ménages est incertaine et l'investissement des entreprises peine à redémarrer.

L'activité du deuxième trimestre a été mieux orientée et la plupart des secteurs ont bénéficié d'une amélioration de leur courant d'affaires, malgré parfois une décélération. Au sein du secteur primaire, l'activité reste contrastée. Dans les industries agroalimentaires, la baisse d'activité se poursuit mais décélère légèrement. Le secteur du BTP confirme la tendance à l'amélioration amorcée depuis un an. Et les entreprises du secteur industriel, dont l'activité est étroitement liée au BTP, ont enregistré une stabilisation de leur activité. Malgré l'approche de la basse saison, l'activité du tourisme reste bien orientée. L'activité des services aux entreprises continue à s'améliorer et est maintenant en légère progression.

Malgré cela, le contexte économique incertain réduit les perspectives d'évolution favorable.

Guyane : l'activité économique poursuit sa progression

Pour le quatrième trimestre consécutif, l'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une progression mais à un rythme légèrement moindre que lors des trimestres précédents. La perception positive de l'activité passée est tempérée par des anticipations négatives, notamment à l'égard de l'activité.

La consommation des ménages continue d'être bien orientée mais l'investissement reste timide, bien qu'en amélioration par rapport au premier trimestre.

Cette légère amélioration de l'activité concerne la plupart des secteurs. L'industrie et le BTP restent cependant dans une situation dégradée, encore en retrait par rapport à un début d'année pourtant mal orienté. Les autres secteurs montrent une progression en général plus dynamique qu'au premier trimestre : l'activité du secteur primaire et des industries agroalimentaires est en amélioration depuis trois trimestres ; le commerce est toujours bien orienté ; les professionnels du tourisme enregistrent une très forte amélioration de leur courant d'affaires, tout comme l'activité des services marchands qui se redresse vivement.

Cette amélioration ne devrait cependant pas se poursuivre : la plupart des secteurs, à l'exception de l'agri-agroalimentaire et dans une moindre mesure du commerce, anticipent un repli au prochain trimestre.

La Réunion : le climat des affaires se contracte

Rompant avec la dynamique haussière observée depuis plusieurs trimestres, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se contracte à La Réunion, mais continue à faire état d'une légère amélioration de l'activité. Ce recul est principalement imputable à l'évolution des opinions sur l'activité passée et prévue et aux anticipations sur les prix.

La consommation des ménages continue sa progression et le redressement de l'investissement se poursuit, mais à un rythme ralenti.

A l'échelle sectorielle, l'évolution de l'activité est assez contrastée. L'activité du secteur « Agriculture, élevage et pêche » reste en progrès mais le rythme de croissance est bien inférieur aux anticipations. Dans le secteur des industries agroalimentaires, le courant d'affaires se contracte. Le secteur du BTP poursuit sa fragile reprise initiée depuis quelques trimestres, mais les signes de faiblesse sont nombreux. Dans le secteur des industries manufacturières (hors IAA), la meilleure orientation du début de l'année ne se confirme pas au deuxième trimestre. L'activité des services marchands continue de progresser, mais à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent. La dynamique du secteur touristique se poursuit.

Les prévisions d'activité sont globalement moroses.

Mayotte : le climat des affaires se dégrade

L'amélioration de la conjoncture ressentie au premier trimestre ne s'est pas poursuivie sur la période. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade sensiblement sur le trimestre et passe à nouveau sous sa moyenne de longue période.

Le climat social demeure tendu et les revendications salariales sont fréquentes. Par ailleurs, les entrepreneurs doivent faire face aux contraintes associées aux mises aux normes que l'alignement sur le droit commun impose.

Les perspectives d'investissement sont en baisse et la consommation des ménages se tasse.

Dans un contexte marqué par de lourdes difficultés financières des collectivités locales, les grands chantiers sont suspendus. La commande publique étant l'un des moteurs principaux de l'activité économique mahoraise, le secteur privé, souvent tributaire des collectivités, ne peut prendre à lui seul le relais de la croissance. Les difficultés observées au cours des précédents trimestres dans le secteur du BTP se manifestent désormais dans les secteurs du commerce et des services, jusqu'alors préservés.

La perspective d'une véritable reprise à court terme est peu probable. Le développement du tourisme n'est cependant pas remis en cause et de nombreux projets devraient insuffler un nouvel élan (liaison aller-retour sans escale entre Mayotte et la métropole d'ici la fin de l'année, création d'un pass « Iles vanille »...).

Nouvelle-Calédonie : un climat des affaires en léger repli

La dynamique haussière initiée depuis mi-2010 connaît une pause au deuxième trimestre 2011. Alors que l'indicateur du climat des affaires (ICA) avait connu deux trimestres de hausse consécutive, il se replie et retrouve son niveau de fin 2010. Cette dégradation légère s'explique principalement par des prévisions pessimistes des chefs d'entreprise pour le troisième trimestre. Cette inquiétude concerne notamment l'évolution de leur niveau d'activité et de leurs prix dans un contexte où leur niveau de trésorerie constitue encore un sujet de préoccupation.

L'activité économique reste quant à elle toujours bien orientée au deuxième trimestre. La conjoncture est toujours porteuse en Nouvelle-Calédonie, comme le démontre l'évolution des principaux agrégats économiques. Si l'investissement montre quelques signes de modération, la consommation des ménages se renforce.

L'activité de plusieurs secteurs se redresse. Après un premier trimestre impacté par les conditions climatiques, l'extraction minière est de nouveau bien orientée mais la production métallurgique est en léger recul. L'activité du BTP se dégrade légèrement, malgré une situation climatique plus favorable. Dans un contexte de renforcement de la reprise de l'activité touristique internationale, la fréquentation touristique du territoire retrouve un certain dynamisme. En baisse depuis plusieurs années, le secteur de l'aquaculture a vu son activité repartir.

Au troisième trimestre, le volume d'affaires devrait s'inscrire en diminution et cette dégradation devrait se répercuter sur l'évolution des effectifs ; le niveau des charges et les délais de règlement de la clientèle constituent encore des motifs d'inquiétude. Les prévisions d'investissement à un an, même si elles restent encore relativement modérées par rapport à la période 2005-2008, ne semblent cependant pas être affectées par ce retournement à la baisse du climat des affaires.

Polynésie française : pessimisme un peu moins marqué

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse légèrement après deux trimestres de repli. Il reste cependant très en dessous de sa moyenne de longue période. Le pessimisme reste dominant, même si l'analyse des résultats de l'enquête de l'IEDOM laisse paraître une atténuation du sentiment négatif sur les effectifs ainsi que sur les anticipations de trésorerie pour le troisième trimestre.

Il en va de même pour les prévisions d'investissement, dont la baisse prévue est de moindre ampleur. La consommation des ménages, au contraire, est toujours mal orientée.

La conjoncture conserve dans l'ensemble une orientation défavorable, mais le pessimisme des entreprises semble moins unanime qu'au trimestre précédent : les résultats du secteur primaire et surtout de l'hôtellerie influent positivement sur la tendance globale. Après un début d'année moins négatif, les responsables de l'industrie observent un ralentissement de leur activité. Dans le BTP, le manque d'activité a continué de peser sur les entreprises. L'insuffisance de projets structurants contraint les entreprises à baisser leurs tarifs. En ligne avec l'amélioration ressentie depuis le milieu de l'année dernière, le début de la haute saison s'est révélé favorable pour le tourisme. Dans le secteur des services, le courant d'affaires se maintient.

Pour le troisième trimestre, les entrepreneurs s'attendent à une nouvelle dégradation de leur courant d'affaires, à l'exception du secteur du tourisme qui table sur un niveau d'activité satisfaisant.

Wallis-et-Futuna : un regain d'activité après un premier trimestre difficile

L'économie de Wallis-et-Futuna, très dépendante de l'extérieur pour ses approvisionnements en matières premières et en biens de consommation courante, avait été impactée au premier trimestre par une interruption du fret maritime. Le retour à la normale dans ce domaine a permis un redressement des secteurs importants de l'économie tels que le BTP et le commerce.

La reprise des approvisionnements entraîne une croissance de la consommation des ménages, un des moteurs de l'économie. La commande publique reste élevée même si le plus gros des travaux a été accompli, ce qui permet aux investissements de demeurer à un niveau supérieur à celui de l'année dernière, même s'ils sont en recul.

Les professionnels sont assez confiants sur l'évolution de la conjoncture, mais celle-ci reste conditionnée à la commande publique qui devrait diminuer progressivement sur la deuxième partie de l'année, les gros chantiers étant entrés dans la phase du second œuvre. Le secteur des télécommunications devrait prochainement profiter de la mise en place du téléphone mobile de norme GSM.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 16 septembre 2011 – Dépôt légal : septembre 2011 – ISSN 1952-9619